

FDE : du pain sur la planche !

Pré-recrutements et place du concours pour le second degré.

Nous avons envoyé de nombreux mels au début de l'année, nous avons même organisé une rencontre nationale sur la formation et la place du concours. Les informations contradictoires circulaient et chacun était dans l'attente pour s'organiser.

Nous sommes mi-novembre et rien n'est publié.

Rappelons rapidement notre position qui a été largement reprise au moment de la (fausse) consultation sur ce sujet : pré-professionnalisation et pré-recrutements dès la licence, stages à responsabilité progressive en master, formation qui lie l'académique et le professionnel, concours en fin de master, possibilité de terminer le master (mémoire) l'année de fonctionnaire-stagiaire, entrée progressive dans le métier (décharge pour compléments de formation). Cette orientation avait rallié de nombreux partenaires et syndicats (y compris le SE UNSA et le SGEN pendant un temps). Ce sont prononcés contre cette position et demandé un concours en M1 : le SNUIPP, l'UNEF et la CPU principalement, pour des raisons diverses.

Pendant la consultation, et alors que tout semblait ouvert, nous avons appris que le ministère avait en fait choisi sa position : les pré-recrutements seraient des « emplois d'avenir », le concours serait en M1, la décharge post-master extrêmement limitée ou inexistante, c'est le M2 « en alternance » qui ferait office de professionnalisation.

Vincent Peillon, que nous avons rencontré la semaine dernière, nous a confirmé oralement que la position prévue pour les concours (fin de M1) ne bougerait plus. Mais...

Si on résume la situation actuelle, voilà ce qui semble calé ou acté :

- les emplois d'avenir (intervention en établissement sur un volume, un tiers de temps, qui posera problème pour l'organisation des études) sont votés, nous ne savons exactement qui sera concerné et comment, mais, selon Peillon, ils devraient « monter en puissance » dans les années à venir (6000 en janvier, et pendant les 3 années qui viennent).
- Le concours sera en fin de M1. D'après le MEN, ils devraient être plus « professionnels », mais du côté du MESR on pense qu'ils ne bougeraient pas. Au passage, pour l'EPS, nous risquons de dévoyer la seule avancée de ces dernières années, à savoir l'oral de leçon avec son épreuve vidéo : on ne pourra demander la même compétences à des étudiants avec 1 an de moins de préparation (actuellement ils ont 6 mois pour se préparer spécifiquement à cette épreuve)
- Le concours 2014 sera en 2 parties : l'admissibilité en Juin 2013 et l'admission en juin 2014. le but était d'ouvrir le « vivier », le volume de M2 susceptibles de passer le concours étant trop faible pour assurer le recrutement supplémentaire prévu. Les discours sont contradictoires actuellement sur l'existence ou non d'un deuxième concours (M1 nouvelle formule) et 2014.

Pour ce qui nous concerne, nous aurions préféré un concours exceptionnel pour tous les laissés pour compte de la mastérisation.

- Les ESPE (école supérieure du professorat et de l'éducation) existeront bien, mais on ne sait pas encore sous quelle forme : le problème des structures, des missions et des moyens semble difficile à résoudre.

Notons que, une nouvelle fois, publiquement, pour le second degré, il n'y a eu aucune position des STAPS en tant que telles, de la C3D... A notre connaissance, seul Didier Delignères, à titre personnel, a donné un point de vue dans le Café Pédagogique. Nous nous retrouvons donc comme pendant la mastérisation sans positionnement de notre discipline universitaire (contrairement à d'autres CDUS, CDUL, certaines disciplines même : math, svt, etc).

Une grosse quantité de pain sur la planche

Fidèles à notre ligne syndicale, nous proposons d'avoir une double approche :

- ne rien lâcher tant que les décisions ne sont pas officielles,
- tirer ce qui est acté vers le meilleur possible.

Nous devons tous avoir en tête que notre formation et le CAPEPS sont souvent cités en exemple, et nous jouons bien évidemment cette carte, publiquement (indépendamment des critiques que l'on peut en faire en « interne »), mais que cette exemplarité pèse peu lorsque qu'il s'agit de faire des choix pour tous, notamment s'ils sont couteux !

Place du concours :

Nous continuons à affirmer haut et fort que le concours en M1 est une mauvaise idée.

- il coupe le master en 2, faisant éclater la logique LMD et consacrera une formation (comme avant) d'abord disciplinaire puis professionnalisante. Dans la plupart des disciplines, il sera impossible, dans le temps, de professionnaliser trop le M1 au risque de pénaliser les non-reçus qui n'auront pas le niveau pour suivre un autre M2 (recherche par exemple). Maintenir le niveau disciplinaire se fera obligatoirement au détriment du « professionnel », ce qui semble assez logique puisque nous n'avons de formation « intégrée ».
- La formation à et par la recherche, qui a pu émerger dans les maquettes actuelles, et que tout le monde avait pointé comme un enjeu pour la FDE, ne pourra être faite puisque la préparation au concours sera concentrée sur une année.
- On laisse le concours (extérieur au MESR puisque sous responsabilité de l'employeur) jouer le rôle de sélection à l'entrée du M2 : c'est un dessaisissement de l'autonomie et de la responsabilité universitaire en la matière.
- Pour que l'employeur recrute les enseignants les plus à même d'être efficaces, il est logique de pouvoir vérifier les capacités professionnelles, donc le plus tard possible. Le MEN se prive donc (à nouveau) d'un levier pour « intégrer » la formation professionnelle.

- On fait reporter une pression énorme sur les universitaires et les formateurs qui ne valideraient pas le master à l'issue du cursus, et une automaticité rendrait le master inutile.
- L'année de M2 posera de nombreux problèmes puisque, nous le savons par expérience (ex PLC2 et ex PE2), la quasi totalité de l'énergie de l'étudiant (fonctionnaire-stagiaire ?) se portera naturellement sur la préparation de ses cours.

Nous limiterons là la critique, mais la liste n'est pas finie.

De façon étonnante, l'idée d'un concours en L3 refait surface. Étonnant parce que cette option n'était plus envisagée, par personne, depuis 4 ans. Elle ne nous paraît pas viable dans le contexte actuel : on ne veut pas d'un concours disciplinaire au sens classique du terme, un concours en L3 serait un concours sous-disciplinaire (puisque n'ayant eu pas grand chose du point de vue professionnel) compte tenu de la nature et du contenu des licences actuellement. Ce ne serait pas sérieux pour l'état recruteur.

Mais, comme il semble que le concours sera effectivement en M1. Comment alors se battre pour éviter le pire ?

- le concours en M1 fait reporter une partie des enjeux en licence. Or les licences actuelles n'ont pas les moyens d'offrir plus aux étudiants, particulièrement en STAPS. Dans la perspective d'un concours en M1 il faut demander de revoir les licences, en volume, et particulièrement pour nous autour de : sciences, techniques et pratiques des APSA qui sont le maillon faible de nos cursus : couteuses en encadrement, elles sont de plus en plus évacuées (ou conservées au prix d'un énorme militantisme) alors qu'elles sont au cœur de notre professionnalité. Il y a là selon nous un premier front. Pour les PE, la pré-pro en licence est un terrain totalement vierge (sauf en STAPS) : nous devons mettre en avant cette expérience.
- Il va falloir revoir les épreuves du concours. Pour les professionnaliser selon le ministre de l'EN. Le CAPEPS l'est déjà. Mais la perte d'une année de formation va faire peser des menaces sur notamment la principale satisfaction de la précédente modification du CAPEPS : l'oral de leçon et l'intégration d'une épreuve à partir de la vidéo. En effet la réduction du temps de formation qui va s'opérer va nous faire inmanquablement retomber dans un certain formalisme et risque de rendre cette épreuve difficile à maintenir en l'état : nous ne pourrions pas exiger les mêmes choses à des étudiants qui auront d'abord passé une grande partie de l'année à préparer des écrits (à moins que l'on sorte du dogme d'une admissibilité et d'une admission et que l'on fasse un concours en une seule partie) et ensuite quelques semaines pour les oraux qui supposent une expérience et une expertise avancée ? En tout cas il faut d'ors et déjà engager la réflexion sur ce sujet difficile, en revendiquant que ça ne soit pas la chasse gardée de quelques uns. C'est un second front.
- **Concernant la formation des PE**, Pour avoir une formation obligatoire dans les masters, il est impératif de revenir à une épreuve EPS obligatoire pour tous et toutes. Le SNEP-FSU a demandé à être associé à la définition du contenu des épreuves. Il est impératif que l'année de M2 comporte des enseignements d'EPS, mais avec un mi-temps sur le terrain, une grande partie des enseignements disciplinaires risquent fort de passer à la trappe. Là aussi, il

faudrait faire des propositions de pré-professionnalisation en amont et un complément de formation en T1 et T2. Il faudra également relancer des formations à dominante, en formation initiale et/ou continue.

- Il va falloir également que le « mémoire » continue à jouer ou rejoue selon les cas un rôle important, quelque soit le moment où il se fera. C'est le seul levier que nous aurons pour « intégrer » disciplinaire et professionnel dans le cadre d'une initiation à la recherche. Ce mémoire doit devenir un pivot de l'obtention du master, et il faudra dégager du temps et des moyens pour qu'il soit le fruit d'un vrai travail universitaire. Le démarrer dès le M1 sera une nécessité pour que ça reste crédible. Il faut également augmenter le nombre d'enseignants-chercheurs pour les encadrer, notamment qualifiés en didactique, en sciences de l'intervention ou sur des problématiques d'éducation.
- L'année de M2, si ça reste en l'état, sera aussi la première année de fonctionnaire stagiaire, avec par conséquent une alternance prévue. Là encore la question des moyens sera déterminante si l'on ne veut pas reproduire les défauts connus de l'ex PLC2. La mise en synergie de l'université et des établissements d'accueil, l'assurance d'avoir des tuteurs formés à cette mission, et la centration sur l'analyse de pratiques et continuation d'une formation disciplinaire (technologie des APSA) exigeante seront des éléments indispensables à une réelle amélioration de la formation. Il faut dans le même temps reconstituer tout le potentiel de formateurs associés. C'est un troisième front.
- Le quatrième, et non des moindres, portera sur les ESPE. Les éléments actuels ne sont pas assez fiables pour s'appuyer dessus. Mais ce qui sera assurément déterminant, c'est la capacité que nous aurons à mutualiser nos forces plutôt que chercher à exclure en préservant des territoires et des pouvoirs. La mastérisation et l'intégration des IUFM a fait énormément de dégâts, notamment humains, il ne faut pas perdre encore plus les moyens dont bénéficiait la formation.
- Enfin le cinquième front reste pour nous la bataille pour de vrais pré-recrutements. Beaucoup d'étudiants travaillent, nous le savons. Ce travail qui permet le maintien financier dans des études coûteuses, est aussi un frein à la qualité de ces études et génère même un absentéisme de plus en plus important. Un vrai pré-recrutement permettrait d'enrayer la baisse continue d'étudiants se destinant au métier, et d'offrir des conditions d'études satisfaisantes. Une commission du Sénat a pris le problème à bras le corps et nous demande de faire des propositions concrètes. Nous ne sommes enfin plus les seuls à penser que l'argument « ça coûte cher » n'est pas étayé. A t-on vraiment mis en balance ce que ça rapporte ?

Comme nous le disions : beaucoup de pain sur la planche.

Le SNEP fait plus que son maximum, puisque ce secteur n'est pas et de loin celui qui réunit le plus d'adhérents. Cependant nous continuons à penser que la formation des enseignants est un levier essentiel pour transformer l'école, *a fortiori* s'il s'agit de la « refonder ». Les enjeux sont donc forts. Mais il y a besoin de toutes et tous pour alimenter le débat, faire des propositions et faire pression si nécessaire. Nous savons que tout le monde est un peu éreinté par la mastérisation. Il n'y a pas d'autre choix, il s'agit tout à la fois de défendre et promouvoir la formation et la recherche.